



HAL
open science

“Fictions historiques et productions des territoires”.
Compte rendu du colloque de Carcassonne, 13, 14 et 15
juin 2001
Daniel Fabre

► **To cite this version:**

Daniel Fabre. “Fictions historiques et productions des territoires”. Compte rendu du colloque de Carcassonne, 13, 14 et 15 juin 2001. 2002, 3 p. halshs-00506024

HAL Id: halshs-00506024

<https://shs.hal.science/halshs-00506024>

Submitted on 26 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N°4, printemps 2002
MEMOIRES DES LIEUX

**« FICIONS HISTORIQUES
ET PRODUCTIONS DES TERRITOIRES »**
Compte rendu du colloque de Carcassonne
13, 14 et 15 juin 2001

Daniel Fabre

<http://alor.univ-montp3.fr/cerce/r4/d.f.htm>

Poursuivant ses travaux sur *les usages publics de l'histoire*, l'Ethnopôle GARAE, en collaboration avec le LAIC (CNRS-Ministère de la Culture), le Centre d'Etudes Cathares et l'ADREUC, proposait de scruter, au cours de ces trois journées, un phénomène aujourd'hui de plus en plus répandu. Il s'agit de l'utilisation de l'histoire – racontée et représentée – comme référence et socle d'identification pour un pays, un département, une région... Cette identité reformulée devient le plus souvent la matière première d'une politique de la culture, du tourisme et du développement local. Le terme « fiction historique » utilisé ici ne comporte aucune nuance dépréciative, il signale simplement le fait que ce n'est point l'histoire positive et critique des historiens professionnels qui fournit le fondement de ces usages identitaires mais une histoire déployée autour de récits, de héros et de hauts lieux, un *imaginaire historique* fixé plus qu'un souvenir débattu et révisable.

Le séminaire visait à explorer quatre situations françaises contemporaines. La principale était la promotion audoise de la notion de « Pays cathare ». Nous l'avons confrontée à trois autres mises en relation du territoire et de l'histoire : les guerres révolutionnaires en Vendée, les templiers sur le Larzac, les chemins de Saint-Jacques de Compostelle dans le Sud-Ouest de la France et le Nord-Ouest de l'Espagne. A vrai dire, le recours au récit historique comme justification ultime d'une communauté n'est pas nouveau, la diffusion moderne de l'Etat-nation comporte partout ce type de création imaginaire. Mais, par rapport aux pratiques du XIXème siècle, nous observons aujourd'hui un changement d'intention, d'échelle et de contenu.

La communauté imaginée de ceux qui se reconnaissent plus ou moins dans la même histoire ne se réfère plus à la nation (fût-ce pour mettre en valeur

les ressources du passé local), elle n'illustre plus une histoire qui l'engloberait, elle s'efforce, au contraire, de marquer la spécificité de son histoire ou de son rapport à l'histoire dominante, celle que l'on enseigne à l'école. Le territoire que cette histoire fonde est en cours d'invention ou de réinvention pour cause de défaut d'identité. C'est pourquoi, à côté de départements conduits à affirmer, dans une phase de décentralisation et de régionalisation, leur spécificité, nous trouvons aussi bien des petits pays que des entités supra-régionales en quête de reconnaissance. L'histoire qui est mise en valeur appartient, le plus souvent, aux recoins obscurs de l'histoire dite officielle. Abondent ici les faits de résistance, de dissidence, de marginalité... Mais cette mémoire des oubliés et des vaincus doit devenir assez consensuelle pour servir de blason commun. D'où le privilège accordé au Moyen-Age qui fait figure de passé par essence, de référence dépassionnée ou, plutôt, réinvestie par des significations moins polémiques.

Ces grands axes ne sont ni uniformes, ni stables et c'est là tout l'intérêt. La dimension nationale peut revenir subrepticement, la passion politique n'est pas nécessairement éteinte, le lointain Moyen-Age n'est pas le seul recours... Sans entrer précisément dans le détail, nous pouvons souligner quelques-uns des problèmes qui ont surgi de nos débats.

A une approche superficielle, cet usage de l'histoire locale comme ressource peut apparaître étroitement liée à une volonté tout à fait contemporaine, inscrite dans une chronologie administrative et étroite politique. Le premier souci du séminaire a été de repérer les mouvements et les transformations de plus longue durée qui ont préparé la mutation présente du récit historique local. Nous avons vu alors que les élites, républicaines ou non, ont pu produire, depuis un siècle, l'esquisse d'une « autre » histoire qui est le terreau de cette représentation unifiée. Dans cette élaboration, la littérature, le cinéma, la télévision, ces modernes machines à fabriquer des fictions auxquelles on se plaît à croire, ont pris une part que nous nous sommes efforcés de cerner. Très clairement, le nouveau discours historique a des émetteurs qui le suscitent, des médiateurs qui le mettent en forme et le diffusent et des récepteurs qui l'acceptent, l'utilisent, le manipulent. Ce système de communication semble relever d'une mise en forme publicitaire ou propagandiste mais, en même temps, il lui échappe. Une identité ne saurait être purement et simplement imposée et cette complexité s'est imposée à notre attention.

Si la création de repères communs est à l'horizon de cette nouvelle territorialisation de l'histoire, elle n'élimine pas le conflit, bien au contraire. Ces usages publics de l'histoire sont des foyers de controverses et de polémiques où se révèlent l'espace des valeurs attachées aujourd'hui au passé. Citons par

exemple la discussion sur la vérité et l'authenticité des reconstitutions et des référents historiques, ceci au nom d'une conception de l'histoire comme savoir établi ou réfutable ; la confrontation entre un usage identitaire et un usage publicitaire du récit historique, le premier impliquant une stabilisation de l'emblème historique d'un pays, le second supposant un renouvellement régulier de l'image de marque ; l'opposition entre une gestion de la ressource historique dans les termes d'une économie de développement et une autre dans les termes d'une économie libérale ; la tension entre politique de l'identité à l'usage plus ou moins endogène et une politique d'image essentiellement orientée vers la captation du tourisme de masse... Dans la pratique, ces choix ne s'imposent pas de façon aussi antithétique, nous rencontrons plutôt des compromis et des rhétoriques très ouvertes, liées aux objectifs de l'action collective. Nos analyses ont tenu compte de la mobilité de ce débat.

Objet d'enquête pour l'ethnologie, la sociologie et l'histoire du temps présent, ces nouveaux usages publics de l'histoire ont sollicité les trois disciplines sans ignorer les mots et les raisons des acteurs sociaux qui sous nos yeux, mettent en œuvre de façon inédite la matière historique.